

F. 97 — 2473

[C - 97/03587]

**16 OCTOBRE 1997. — Arrêté royal
relatif aux obligations linéaires**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 de la Constitution coordonnée;

Vu la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire;

Vu la loi du 16 décembre 1996 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1997, en particulier l'article 8, § 1, 1°;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie, en particulier l'article 8;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définition et champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les obligations linéaires, en abrégé OLO, sont des titres représentatifs d'un emprunt de l'Etat émis par tranches successives.

Les obligations linéaires de tranches différentes, qui ont des caractéristiques identiques, sont fongibles et forment une ligne.

Chaque ligne d'obligations linéaires est identifiée par un code standard ISIN spécifique.

§ 2. Les obligations linéaires sont libellées en francs belges ou en unités monétaires euro.

Notre Ministre des Finances peut également libeller les obligations linéaires dans l'unité monétaire d'un Etat membre de la Communauté européenne.

Art. 2. Le présent arrêté fixe le cadre dans lequel Notre Ministre des Finances émet les obligations linéaires.

Les obligations linéaires sont régies par les dispositions du présent arrêté, ainsi que par des dispositions générales et par les dispositions spécifiques à chaque ligne, telles que déterminées par Notre Ministre des Finances.

Art. 3. § 1^{er}. Les obligations linéaires ont la forme de titres dématérialisés, conformément aux articles 3 à 12bis de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire.

§ 2. Notre Ministre des Finances peut également prévoir que les obligations linéaires pourront prendre la forme d'une inscription nominative dans un grand-livre de la dette de l'Etat, aux conditions qu'il fixe.

Les inscriptions nominatives d'obligations linéaires peuvent être converties en titres dématérialisés et inversement aux conditions déterminées par Notre Ministre des Finances.

CHAPITRE II. — L'émission des obligations linéaires

Art. 4. Les obligations linéaires sont émises par :

- 1° Adjudications sur appel d'offres;
- 2° Souscriptions non compétitives;
- 3° Offres d'échange contre des titres de la dette de l'Etat;

4° Tout procédé de prise ferme conforme aux usages du marché pour l'émission de la ou des premières tranches d'une ligne d'obligations linéaires;

5° Offres de vente à prix fixe;

6° Création pour les besoins du fonctionnement du système de prêt automatique de titres du système de liquidation de la Banque Nationale de Belgique.

Art. 5. Notre Ministre des Finances détermine les conditions financières et les modalités de tous les procédés d'émission, notamment les règles relatives à la participation, au calendrier des émissions, aux annonces des appels d'offres, au contenu et à la forme des offres, à leur introduction, à l'adjudication et à son annonce.

N. 97 — 2473

[C - 97/03587]

**16 OKTOBER 1997. — Koninklijk besluit
betreffende de lineaire obligaties**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 37 van de Gecoördineerde Grondwet ;

Gelet op de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetaire instrumentarium;

Gelet op de wet van 16 december 1996 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1997, in het bijzonder artikel 8, § 1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten, in het bijzonder artikel 8;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definitie en toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. Lineaire obligaties, in het kort OLO's, zijn effecten die een in opeenvolgende tranches uitgegeven staatslening belichamen.

De lineaire obligaties van verschillende tranches, die dezelfde kenmerken hebben, zijn fungibel en vormen één lijn.

Iedere lijn van lineaire obligaties wordt geïdentificeerd door een specifieke ISIN-standaardcode.

§ 2. De lineaire obligaties worden uitgedrukt in Belgische frank of in euro-munteenheden.

Onze Minister van Financiën kan lineaire obligaties ook uitdrukken in de munteenheid van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap.

Art. 2. Het huidige koninklijk besluit legt het kader vast waarin Onze Minister van Financiën de lineaire obligaties uitgeeft.

De lineaire obligaties worden geregeld door de bepalingen van dit besluit, alsmede door algemene bepalingen en de voor iedere lijn specifieke bepalingen, zoals vastgelegd door Onze Minister van Financiën.

Art. 3. § 1. De lineaire obligaties hebben de vorm van gedematerialiseerde effecten overeenkomstig de artikelen 3 tot 12bis van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetaire beleidsinstrumentarium.

§ 2. Onze Minister van Financiën kan eveneens voorzien dat de lineaire obligaties de vorm kunnen aannemen van een op naam gestelde inschrijving op een grootboek van de Staatsschuld, onder de voorwaarden die hij bepaalt.

De op naam gestelde inschrijvingen van lineaire obligaties kunnen worden omgezet in gedematerialiseerde effecten en omgekeerd, onder de voorwaarden bepaald door Onze Minister van Financiën.

HOOFDSTUK II. — Uitgifte van lineaire obligaties

Art. 4. De lineaire obligaties worden uitgegeven via :

- 1° Aanbestedingen na een offerteaanvraag;
- 2° Inschrijvingen buiten mededinging;
- 3° Offertes van omruiling tegen effecten van de Staatsschuld;

4° Iedere werkwijze van vaste overname overeenkomstig de gebruiken van de markt bij de uitgifte van de eerste tranche of tranches van een lijn van lineaire obligaties;

5° Offertes van verkoop tegen vaste prijs;

6° Aanmaak voor de werkingsbehoeften van het systeem van automatische uitlening van effecten voor het clearingstelsel van de Nationale Bank van België.

Art. 5. Onze Minister van Financiën legt de financiële voorwaarden en de modaliteiten vast van alle uitgiftewijzen, in het bijzonder de regels inzake de deelname, de uitgiftedatums, de aankondigingen van de offerteaanvragen, de inhoud en de vorm van de offertes, de wijze waarop zij ingediend worden, de aanbesteding en de aankondiging ervan.

Il fixe pour chaque tranche d'une obligation linéaire à émettre :

1° la date de l'émission;

2° la date du paiement et de la livraison des obligations linéaires émises, aussi appelée date de valeur de l'émission.

Art. 6. Notre Ministre des Finances peut renoncer à un appel d'offres jusqu'au troisième jour bancaire ouvrable inclus qui précède la date de l'émission.

En cas de circonstances exceptionnelles et imprévues, il peut renoncer pareillement à un appel d'offres jusqu'à la date de l'émission, au plus tard à 10 heures.

Art. 7. § 1^{er}. Notre Ministre des Finances peut autoriser la Banque Nationale de Belgique, la Caisse des dépôts et consignations, le Fonds monétaire, le Fonds des Rentes et les teneurs de marché visés à l'article 8 de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie, à souscrire à des obligations linéaires de la même ligne au prix moyen pondéré de l'adjudication.

Il peut également autoriser la Banque Nationale de Belgique, la Caisse des dépôts et consignations, le Fonds monétaire et le Fonds des Rentes à acquérir des obligations linéaires de la même ligne émises par tout procédé de prise ferme conforme aux usages du marché, au prix d'émission.

§ 2. Notre Ministre des Finances détermine les modalités et les conditions d'exercice des droits qu'il accorde en vertu du § 1^{er} du présent article.

CHAPITRE III. — *La liquidation des montants émis*

Art. 8. Le montant à payer par l'acquéreur à la date de valeur de l'émission est le prix offert ou le prix de souscription, majoré des intérêts courus dont le mode de calcul est déterminé par Notre Ministre des Finances.

Le prix et les intérêts courus sont payés dans la même monnaie que celle dans laquelle l'obligation linéaire est libellée.

Notre Ministre des Finances détermine les modalités de paiement des obligations linéaires acquises par la voie d'un échange contre des titres de la dette de l'Etat.

Art. 9. Les obligations linéaires qui ont été émises sont délivrées à la date de valeur de l'émission, exclusivement sous la forme dématérialisée, contre paiement du montant dû.

Art. 10. La date du paiement et de la livraison des obligations linéaires souscrites hors compétition est la date de valeur de l'adjudication compétitive connexe.

Art. 11. § 1^{er}. Les titres dont le prix n'a pas été réglé à la date de valeur de l'émission peuvent, à partir de cette date, être annulés sans mise en demeure par simple décision de l'Administration de la Trésorerie, sans préjudice pour l'Administration de la Trésorerie du droit d'obtenir réparation du dommage subi.

§ 2. Un délai de paiement peut être accordé aux acquéreurs pour lesquels le non-paiement du montant dû au jour de valeur de l'émission est excusable. Dans ce cas, un intérêt est dû à l'Etat pour les jours de retard.

§ 3. Notre Ministre des Finances détermine les règles permettant d'établir forfaitairement les dommages-intérêts dus à l'Etat en vertu du § 1^{er} et les règles de calcul des intérêts dus en vertu du § 2.

CHAPITRE IV. — *Le remboursement des obligations linéaires*

Art. 12. Les obligations linéaires sont remboursables à leur échéance finale. L'Administration de la Trésorerie a toutefois la faculté d'acquérir sur le marché secondaire les obligations linéaires émises. Les titres ainsi acquis peuvent, au choix de l'Administration de la Trésorerie, être amortis, conservés jusqu'à l'échéance ou revendus sur le marché secondaire.

CHAPITRE V. — *Fonctionnaire délégué Tribunaux compétents - Election de domicile*

Art. 13. Notre Ministre des Finances peut déléguer à l'Administrateur général de l'Administration de la Trésorerie et au fonctionnaire désigné pour le remplacer en cas d'empêchement, le pouvoir de décider de l'inscription sur et de la radiation de la liste des soumissionnaires admis, du modèle des offres, de l'émission des obligations linéaires, de l'acceptation des soumissions et des souscriptions, de la réduction du montant des souscriptions non compétitives et de l'octroi de délais de paiement.

Hij bepaalt voor elke uit te geven tranche van een lineaire obligatielening :

1° de uitgiftedatum;

2° de betaal- en leveringsdatum van de uitgegeven lineaire obligaties, ook valutadatum van de uitgifte genoemd.

Art. 6. Onze Minister van Financiën kan tot en met de derde bankwerkdag die de uitgifte vooraf gaat, afzien van een offerteaanvraag.

In uitzonderlijke en onvoorziene omstandigheden kan hij ook afzien van een offerteaanvraag tot uiterlijk 10 uur de dag van de uitgifte.

Art. 7. § 1. Onze Minister van Financiën kan de Nationale Bank van België, de Deposito- en Consignatiekas, het Muntfonds, het Rentenfonds en de markthouders bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buitenbeursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten, de machtiging verlenen om in te tekenen op lineaire obligaties van dezelfde lijn tegen de gewogen gemiddelde prijs van de aanbesteding.

Hij kan tevens aan de Nationale Bank van België, de Deposito- en Consignatiekas, het Muntfonds en het Rentenfonds, de machtiging verlenen om tegen de uitgifteprijs lineaire obligaties van dezelfde lijn te verwerven, die zijn uitgegeven via gelijk welke werkwijze van vaste overname overeenkomstig de gebruiken van markt.

§ 2. Onze Minister van Financiën legt de modaliteiten en de voorwaarden vast voor de uitoefening van de rechten die hij verleent krachtens §1 van dit artikel.

HOOFDSTUK III. — *De vereffening van de uitgegeven bedragen*

Art. 8. Het op de valutadatum van de uitgifte door de inschrijver te betalen bedrag is de aangeboden prijs of inschrijvingsprijs, verhoogd met de opgelopen interesten waarvan de berekeningswijze bepaald wordt door Onze Minister van Financiën.

De prijs en de opgelopen interesten worden betaald in dezelfde munt als deze waarin de lineaire obligatie is uitgedrukt.

Onze Minister van Financiën legt de modaliteiten vast voor de betaling van de lineaire obligaties die werden verworven via omruiling tegen effecten van de Staatsschuld.

Art. 9. De lineaire obligaties die werden uitgegeven, worden op de valutadatum van de uitgifte, uitsluitend in gedematerialiseerde vorm geleverd, tegen betaling van het verschuldigde bedrag.

Art. 10. De datum voor de betaling en de levering van de lineaire obligaties waarop buiten mededinging werd ingeschreven is de valutadatum van de aanbesteding met mededinging die eraan verbonden is.

Art. 11. § 1. De effecten waarvan de prijs niet werd betaald op de valutadatum van de uitgifte, kunnen van dan af zonder ingebrekestelling door eenvoudige beslissing van de Administratie der Thesaurie worden geannuleerd, zonder afbreuk te doen aan het recht van de Administratie der Thesaurie om herstel te eisen van de geleden schade.

§ 2. Aan de kopers voor wie de niet-betaling op de valutadag van het verschuldigde bedrag verschoonbaar is, kan uitstel van betaling worden verleend. In dit geval, is een interest aan de Staat verschuldigd voor het aantal dagen vertraging.

§ 3. Onze Minister van Financiën bepaalt de regels die moeten toelaten om forfaitair de schadevergoeding vast te stellen verschuldigd aan de Staat krachtens § 1 en de regels voor de berekening van de interesten verschuldigd krachtens § 2.

HOOFDSTUK IV. — *De terugbetaling van de lineaire obligaties*

Art. 12. De lineaire obligaties zijn terugbetaalbaar op hun eindvervaldag. De Administratie der Thesaurie heeft echter de mogelijkheid om de uitgegeven lineaire obligaties op de secundaire markt te verwerven. De aldus verworven effecten kunnen, naar keuze van de Administratie der Thesaurie, worden afgelost, worden bewaard tot de eindvervaldag of opnieuw worden verkocht op de secundaire markt.

HOOFDSTUK V. — *Gedelegeerd ambtenaar - Bevoegde rechtbanken Keuze van woonplaats*

Art. 13. Onze Minister van Financiën kan aan de Administrateur-generaal van de Administratie der Thesaurie en aan de ambtenaar die werd aangewezen om hem bij verhindering te vervangen, de bevoegdheid delegeren om te beslissen over de inschrijving op en de schrapping van de lijst van de toegelaten inschrijvers, het model van de offertes, de uitgifte van lineaire obligaties, de aanvaarding van de aanbiedingen en inschrijvingen, de vermindering van het bedrag van de inschrijvingen buiten mededinging en de toekenning van uitstel van betaling.

Il peut également leur déléguer le pouvoir de suspendre, réduire ou majorer le droit de participation des teneurs de marché aux souscriptions non compétitives, conformément aux règles établies par le cahier des charges et le code de bonne conduite des teneurs de marché en valeurs du Trésor et de signer toute convention ou document requis pour l'application du présent arrêté.

Art. 14. Tous les litiges relatifs à l'émission des obligations linéaires sont de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

CHAPITRE VI. — *Scission et reconstitution d'obligations linéaires*

Art. 15. Notre Ministre des Finances peut décider lors de l'ouverture d'une ligne d'obligations linéaires, que le droit au capital et le droit à chacun des paiements d'intérêt peuvent être négociés en tant que titres dématérialisés autonomes.

Les titres issus de la scission d'obligations linéaires sont dénommés :

- pour le droit au capital : « obligations linéaires x - capital »;
- pour le droit à l'intérêt : « obligations linéaires x - intérêt y »;

où x représente l'année de l'échéance du droit au capital et y représente l'année de l'échéance du droit au paiement d'intérêt.

Art. 16. Les titres issus de la scission des obligations linéaires sont inscrits en compte, par catégorie de titres ayant les mêmes caractéristiques, conformément aux articles 3 à 12bis de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire.

Art. 17. Seuls les teneurs de marché, désignés par le Ministre des Finances à cet effet, qui s'engagent à assurer la liquidité du marché des titres issus de la scission d'obligations linéaires, peuvent demander à la Banque Nationale de Belgique la scission ou la reconstitution d'obligations linéaires.

La Banque Nationale de Belgique peut scinder et reconstituer des obligations linéaires afin de faciliter le transfert de titres issus de la scission à d'autres systèmes de compensation de titres.

Art. 18. En vue de préserver la liquidité du marché secondaire des obligations linéaires, le Ministre des Finances peut suspendre le droit des teneurs de marché désignés de demander la scission d'obligations linéaires. Cette suspension n'empêche pas le règlement des scissions qui étaient déjà demandées à la Banque Nationale de Belgique le jour d'entrée en vigueur de la suspension, si la date de valeur de ces scissions n'est pas postérieure au septième jour calendrier suivant la date d'entrée en vigueur de la suspension.

Le Ministre des Finances peut déléguer à l'Administrateur général de l'Administration de la Trésorerie et au fonctionnaire désigné pour le remplacer en cas d'empêchement, le pouvoir prévu à l'alinéa 1^{er}.

Art. 19. Notre Ministre des Finances peut déterminer des montants minima et maxima sur lesquels peut porter la scission des obligations linéaires.

CHAPITRE VII. — *Autres dispositions - Dispositions transitoires et finales* *Modifications des arrêtés d'émission d'obligations linéaires - Entrée en vigueur - Exécution du présent arrêté*

Art. 20. § 1^{er}. Les obligations linéaires libellées dans l'unité monétaire d'un Etat membre de la Communauté européenne qui adopte la monnaie unique conformément au traité instituant cette Communauté, sont relibellées en unités monétaires euro dès le jour où cette adoption est effective et selon les modalités arrêtées par Notre Ministre des Finances.

§ 2. Si elles ont le même taux d'intérêt et les mêmes dates d'échéance d'intérêt et de remboursement, les lignes d'obligations linéaires, initialement libellées dans des unités monétaires différentes, deviennent fongibles et ne forment plus qu'une seule ligne à partir du moment où elles sont relibellées en unités monétaires euro.

Art. 21. L'arrêté royal du 9 novembre 1992 portant coordination de l'arrêté royal du 27 mars 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires est abrogé, à l'exception du Chapitre 4, section 1.

Art. 22. Notre Ministre des Finances fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Hij kan hun eveneens de bevoegdheid verlenen om het recht van deelneming van de markhouders aan de inschrijvingen buiten mededinging te schorsen, te verminderen of te verhogen overeenkomstig de bepalingen opgenomen in het lastenkohier en de gedragscode van de markhouders in Schatkistwaarden en iedere overeenkomst of document te ondertekenen dat vereist is voor de toepassing van dit besluit.

Art. 14. Alle geschillen betreffende de uitgifte van lineaire obligaties behoren tot de uitsluitende bevoegdheid van de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

HOOFDSTUK VI. — *Splitsing en wedersamenstelling van lineaire obligaties*

Art. 15. Onze Minister van Financiën kan bij de opening van een lijn van lineaire obligaties beslissen dat het recht op het kapitaal en het recht op iedere interestbetaling als zelfstandige gedematerialiseerde effecten kunnen worden verhandeld.

De effecten verkregen ingevolge de splitsing van lineaire obligaties worden genoemd :

- wat betreft het recht op kapitaal « lineaire obligaties x - kapitaal »;
- wat betreft het recht op interest « lineaire obligaties x - interest y »;

waarbij x staat voor het jaar waarin het recht op het kapitaal vervalt en y staat voor het jaar waarin het recht op betaling van de interest vervalt.

Art. 16. De effecten verkregen uit de splitsing van lineaire obligaties worden, per categorie van effecten met dezelfde kenmerken, op een rekening geboekt overeenkomstig de artikelen 3 tot 12bis van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium.

Art. 17. Alleen de door de Minister van Financiën daartoe aangestelde markthouders, die zich ertoe verbinden om de liquiditeit te verzekeren van de markt van de effecten verkregen ingevolge de splitsing van lineaire obligaties, mogen aan de Nationale Bank van België de splitsing en de wedersamenstelling van lineaire obligaties vragen.

De Nationale Bank van België mag lineaire obligaties splitsen en wedersamenstellen teneinde de overdracht van effecten, bekomen uit de splitsing, aan andere effectenclearingstelsels te vergemakkelijken.

Art. 18. Teneinde de liquiditeit van de secundaire markt van de lineaire obligaties te vrijwaren, mag de Minister van Financiën het recht van de aangestelde markthouders om de splitsing van lineaire obligaties te vragen, schorsen. Deze schorsing verhindert de vereffening niet van splitsingen die reeds aan de Nationale Bank van België waren aangevraagd op de dag van de inwerkingtreding van de schorsing, indien de valutadatum van de splitsing niet later valt dan de zevende kalenderdag volgend op de datum van inwerkingtreding van de schorsing.

De Minister van Financiën mag aan de Administrateur-generaal van de Administratie der Thesaurie en aan de ambtenaar die werd aangewezen om hem bij verhindering te vervangen, de in lid 1 bedoelde bevoegdheid delegeren.

Art. 19. Onze Minister van Financiën kan minimum- en maximumbedragen vastleggen waarop de splitsing van lineaire obligaties mag betrekking hebben.

HOOFDSTUK VII. — *Andere bepalingen - Overgangs- en slotbepalingen - Wijzigingen van de uitgiftebesluiten van lineaire obligaties - Inwerkingtreding - Uitvoering van dit besluit*

Art. 20. § 1. De lineaire obligaties uitgedrukt in de munteenheid van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap die de eenheidsmunt aanneemt overeenkomstig het verdrag dat deze Gemeenschap instelt, worden omgezet in euro-munteenheden vanaf de dag dat deze aanneming effectief is en volgens de modaliteiten vastgelegd door Onze Minister van Financiën.

§ 2. Indien zij dezelfde interestvoet en dezelfde vervaldata hebben inzake interest en terugbetaling, worden de lineaire obligaties, die initieel uitgedrukt waren in verschillende munteenheden, fungibel en zij vormen slechts één enkele lijn van zodra zij omgezet zijn in euro-munteenheden.

Art. 21. Het koninklijk besluit van 9 november 1992 houdende de coördinatie van het koninklijk besluit van 27 maart 1992 betreffende de uitgifte van lineaire obligaties wordt opgeheven, met uitzondering van Hoofdstuk 4, afdeling 1.

Art. 22. Onze Minister van Financiën bepaalt de datum waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 23. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 23. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 97 — 2474

[C - 97/03589]

22 OCTOBRE 1997. — Arrêté ministériel relatif aux règles générales concernant les obligations linéaires

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 37 de la Constitution coordonnée;

Vu la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire;

Vu la loi du 16 décembre 1996 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1997, en particulier l'article 8, § 1^{er}, 1^o;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie, en particulier l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1997 relatif aux obligations linéaires,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Aux fins du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o teneurs de marché : le corps de teneurs de marché visés à l'article 8 de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie;

2^o arrêté cadre : l'arrêté royal du 16 octobre 1997 relatif aux obligations linéaires.

CHAPITRE II. — L'émission d'obligations linéaires par adjudication sur appel d'offre

Section Ire. — La participation aux adjudications

Art. 2. La participation aux adjudications se fait exclusivement en nom propre.

Les soumissionnaires doivent être titulaires d'un compte d'obligations linéaires dématérialisées et être inscrits par l'Administration de la trésorerie sur la liste des soumissionnaires admis.

Peuvent être inscrites sur la liste des soumissionnaires admis, les personnes morales et institutions qui introduisent une demande à cet effet au moyen d'un formulaire dûment rempli et signé, dont le modèle est déterminé par l'Administration de la trésorerie.

La demande doit être visée par le teneur de comptes auprès duquel le demandeur est titulaire d'un compte d'obligations linéaires et par l'intermédiaire duquel les obligations attribuées seront livrées et payées.

Doivent être annexés à la demande, le texte coordonné des statuts ou des dispositions constituant le statut juridique du demandeur ainsi que les documents attestant des pouvoirs des signataires de la demande. Si ces documents ne sont pas établis dans l'une des langues nationales, une traduction par un traducteur belge assermenté peut être exigée. Ces documents ne sont pas exigés si l'établissement de crédit ou de bourse qui a visé la demande confirme l'exactitude des données d'identification et le pouvoir des signataires de la demande.

Toute modification des données communiquées dans la demande et dans les documents qui lui sont joints doit être transmise sans délai à l'Administration de la trésorerie.

Le demandeur est informé de son inscription sur la liste des soumissionnaires admis et du numéro d'identification qui lui a été attribué, au plus tard dans les quinze jours suivant l'introduction d'un dossier complet.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 97 — 2474

[C - 97/03589]

22 OKTOBER 1997. — Ministerieel besluit betreffende de algemene regels inzake de lineaire obligaties

De Minister van Financiën,

Gelet op artikel 37 van de Gecoördineerde Grondwet;

Gelet op de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetaire instrumentarium;

Gelet op de wet van 16 december 1996 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1997, in het bijzonder artikel 8, § 1, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten, in het bijzonder artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 1997 betreffende de lineaire obligaties,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o markthouders : het corps van markthouders bedoeld door artikel 8 van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten;

2^o kaderbesluit : het koninklijk besluit van 16 oktober 1997 betreffende de lineaire obligaties.

HOOFDSTUK II. — Uitgifte van lineaire obligaties via aanbesteding na offerteaanvraag

Afdeling I. — De deelneming aan de aanbestedingen

Art. 2. De deelneming aan de aanbestedingen gebeurt uitsluitend in eigen naam.

De inschrijvers moeten houder zijn van een rekening gedematerialiseerde lineaire obligaties en ingeschreven zijn door de Administratie der thesaurie op de lijst van de aanvaarde inschrijvers.

Op de lijst van de aanvaarde inschrijvers kunnen worden geplaatst de rechtspersonen en instellingen die daartoe een aanvraag indienen op een behoorlijk ingevuld en ondertekend formulier waarvan het model is vastgesteld door de Administratie der thesaurie.

De aanvraag dient te zijn geïnterpreteerd door de instelling die de rekening lineaire obligaties van de aanvrager bijhoudt en haar bemiddeling verleent bij de afgifte en de betaling van de toegewezen obligaties.

Bij de aanvraag dienen te worden gevoegd de gecoördineerde tekst van de statuten of van de bepalingen die de juridische status van de aanvrager uitmaken en de documenten waaruit de bevoegdheden van de ondertekenaars van de aanvraag blijken. Indien die documenten niet in één van de landstalen zijn gesteld, mag een vertaling van een Belgisch beëdigd vertaler worden geëist. Die documenten zijn niet vereist indien de krediet- of beursinstelling die de aanvraag heeft geïnterpreteerd de juistheid van de identificatiegegevens en de bevoegdheid van de ondertekenaars van de aanvraag bevestigt.

Iedere wijziging van de in de aanvraag medegedeelde gegevens en de daarbij gevoegde stukken moet zonder verwijl worden medegedeeld aan de Administratie der thesaurie.

De aanvrager wordt, ten laatste binnen veertien dagen na de indiening van een volledig dossier, in kennis gesteld van zijn inschrijving op de lijst van de aanvaarde inschrijvers en van het hem toegekende identificatienummer.